



Déclaration liminaire de la FNEC-FP-FO 02 à la
F3SCTD de l'Education Nationale
du 13 septembre 2024

Madame la Directrice Académique,

Mesdames et Messieurs les membres de la F3SCTD,

Cette première F3SCT-D se tient suite à une rentrée bien particulière et inédite, une rentrée sans ministre de l'Education nationale ! En effet, **la ministre Belloubet est démissionnaire** depuis que le gouvernement Attal a perdu les élections européennes et législatives de juin et juillet 2024. **Sans légitimité**, la ministre précise que la réforme du « Choc des savoirs » s'applique pourtant malgré les très nombreuses manifestations qui se sont opposées à cette réforme pendant le premier semestre 2024.

La FNEC-FP-FO dénonce la nomination du nouveau premier ministre issu d'un groupe parlementaire minoritaire qui entérine le déni de démocratie dans la continuité de l'avalanche de 49.3 des gouvernements Attal et Borne.

Dans le premier degré, cette rentrée **ressemble à celles des années précédentes dans son aspect le plus négatif** avec la mise en place élargie des évaluations du CP au CM2. Ces **évaluations chronophages** n'ont **aucun intérêt** pour les enseignants qui sont capables d'évaluer eux-mêmes leurs élèves.

Les directeurs doivent toujours faire face **à une charge de travail énorme** avec une pression supplémentaire quand, pour certains, on leur demande de remonter, dès la première semaine une date pour la journée de solidarité alors qu'il faudrait réunir un conseil des maîtres. Chose impossible quand on voit l'ensemble des heures passées aussi bien par les directeurs que les enseignants **à gérer au mieux la rentrée sans consignes claires de la part de l'administration.**

Cette pression ne cesse d'augmenter avec toujours plus d'évaluations. A PPCR, s'ajoutent les évaluations d'école ainsi que les évaluations des directeurs. Les collègues sont donc constamment sollicités pour des heures de concertation, de préparation et d'entretien. Nous rappelons que ces heures si elles se déroulent hors du temps de classe, doivent être prises sur les 108h et ne pas s'ajouter à nos ORS.

Cette pression se ressent bien évidemment aussi dans le second degré où les collègues se voient confronter à des annonces de fermeture de section sans concertation ni même en

présence des intéressés, des modifications de répartition de services la veille des vacances sans possibilité de dialoguer.

Comment créer des conditions de travail sereines pour les collègues dont certains pourtant chevronnés pensent quitter l'éducation à un moment où les besoins en professeurs sont pourtant criants ? Par exemple, il est apparu que 50% des candidats inscrits aux concours de la DGFIP cette année provenaient de l'Education Nationale quitte à changer de catégorie.

Nous avons également été alerté sur le non-respect des préconisations du médecin de prévention. Il est inadmissible que des collègues doivent attendre plusieurs années le matériel nécessaire pour exercer leur travail dans les meilleures conditions compte-tenu de leur RQTH. Nous demandons qu'il soit rappelé aux circonscriptions qu'aucune indication sur les raisons d'un arrêt de travail ou d'un rendez-vous médical ne peut être demandé.

Nous sommes d'ores et déjà alertés par des enseignants et des AESH concernant **l'inclusion systématique sans moyen d'élèves qui n'ont pas d'AESH** ou pour lesquels l'aide apportée est insuffisante ou inadaptée. Peut-on sérieusement penser qu'une élève dont le dossier mentionne qu'elle n'a pas acquis les attendus de moyenne section de maternelle va progresser et s'épanouir en classe de 4° ? Ou cet autre élève scolarisé en classe ordinaire parce qu'il n'y a pas de place en SEGPA ?

Ou encore ce lycéen en situation de handicap moteur, donc en fauteuil motorisé, accompagné de son chien d'assistance, qui vit une rentrée bien difficile. Il ne lui est pas possible d'accéder aux étages via l'ascenseur sauf pour la cantine. Il ne peut ni se rendre dans les salles de sciences, ni le CDI et se retrouve parfois des heures dans le hall avec son AESH.

Nous rappelons **ici que l'inclusion systématique sans moyen met les personnels et les élèves en souffrance**. Si les élèves à besoins particuliers ont le droit à l'instruction, **certains ont aussi et surtout besoin de soins avec des équipes médicales dans des lieux adaptés. Les enseignants ne sont pas des soignants et dans bien des cas ni leur bonne volonté, ni leur dévouement ne suffisent à gérer des situations qui dépassent largement leur champ de compétences**. Comment dans ces conditions promettre aux familles un accueil digne des élèves en situation de handicap ?

Dans le second degré, **l'alignement des emplois du temps pour mettre en place les groupes de niveaux détériore les emplois du temps** : de trop nombreux emplois du temps accumulent les trous sans que l'enseignant concerné dispose d'une salle de classe et d'un ordinateur pour travailler dans le calme. Certains ne disposent même plus d'une demi-journée de liberté pour souffler, réfléchir aux cours qu'il viennent de donner, adapter, préparer les cours suivants. Ce fonctionnement impacte aussi les élèves et particulièrement ceux de 6°. Leur besoin de repère et de stabilité que leur offrait le groupe classe avec un professeur de français et un professeur de maths a volé en éclat.

Depuis des années, les organisations syndicales alertent quant aux conséquences délétères des réformes et contre-réformes que nous avons subies, **quant aux problèmes posés par le manque de professeurs et plus largement de personnel au sein des établissements, quant aux fermetures de classes ou aux fusions d'école imposées dans les communes rurales, quant aux risques que représente la réforme du lycée professionnel et le vide disciplinaire et culturel des nouveaux programmes imposés dans ces établissements**, quant aux dangers de laisser la formation des futurs travailleurs aux mains des entreprises privées.

Pour la FNEC FP FO, **l'annulation de toutes les fermetures et l'ouverture des postes nécessaires sont les seules réponses au chaos politique dans lequel nous nous trouvons.**

La FNEC FP-FO continuera de se tenir aux côtés de tous les personnels luttant pour leurs conditions de travail, leur rémunération et les conditions d'apprentissage des élèves et revendique :

- Un recrutement immédiat et à hauteur des besoins de personnels sous statut dans les écoles, les établissements et les services pour ouvrir des classes partout où cela est nécessaire, pour arrêter les fermetures de classes,
- La création de postes de remplaçants pour que chaque enseignant absent soit remplacé,
- Le retrait de l'Acte 2 de l'Ecole inclusive et de la réforme du Choc des Savoirs,
- L'abandon de la réforme du Lycée Professionnel,
- L'abandon du Pacte,
- Les créations de postes spécialisés, de PsyEN, d'AESH, AED nécessaires à la prise en charge de tous les élèves en difficulté ou en situation de handicap, l'abandon des PIAL (et de la mise en place des PAS) et l'arrêt de la logique d'inclusion systématique et forcée sans moyen,
- L'augmentation des décharges de direction pour toutes les écoles. Pas une école sans décharge hebdomadaire,
- L'abandon des formations en constellations et des évaluations d'école,
- Le recrutement immédiat de tous les candidats aux concours inscrits sur les listes complémentaires et le réabondement de celles-ci, la titularisation ou la stagiairisation de tous les contractuels qui le souhaitent,
- L'abandon de la réforme de la formation initiale des enseignants et le retour à une véritable formation pour les stagiaires,
- L'augmentation immédiate des salaires par l'augmentation significative du point d'indice (au moins 10% tout de suite et le rattrapage des 28,6% perdus depuis 2000).